



Le journal étudiant du Collège Édouard-Montpetit

Nous n'avons pas eu le temps
d'une couverture digne de ce nom.

Dans cette édition :

- Un retour sur le printemps érable
- Des réflexions sur le CÉGÉP
- Un retour sur le MAYDAY



Violence nécessaire ?

Emmanuelle Corneau Coulombe

C'est la semaine de la santé mentale. En cette occasion, l'Association canadienne pour la santé mentale nous suggère de prendre une pause, ce qui selon moi est une solution simpliste à un problème complexe et qui, de surcroit, ne règle absolument rien pour ceux qui ne peuvent tout simplement pas se le permettre dans l'immédiat.

(Trigger warning : ce texte parle d'agressions et de défense.)

«Si ma dépression était une personne physique, je lui mettrais sans hésiter mon poing sur la gueule.» C'est mot pour mot ce que j'ai dit samedi dernier alors que j'étais au boulot, avec le moral carrément à plat. Non seulement cette maladie de malheur a bousillé mes chances de réussir mon cours de calcul intégral, mais elle affecte aussi, bien évidemment, mes performances au travail. Sans blague, si la dépression était une personne, ce serait vraiment le genre de monstre psychopathe qui vous torture physiquement et psychologiquement au point que l'idée de la tabasser à mort semble parfaitement raisonnable et juste... pour peu qu'on en ait encore la force après avoir enduré tout ça.

J'ai beau être pacifiste par choix, je suis quand même pour l'auto-défense et je tiens encore beaucoup trop à la vie pour me laisser impunément démolir par qui ou quoi que ce soit. Ce serait tellement plus simple si la Dépression était une entité physique tangible qui pouvait réellement être combattue littéralement plutôt qu'une maladie mentale qui nous afflige de l'intérieur. Sachant qu'Elle a poussé énormément de gens au suicide ou à la tentative de suicide, l'utilisation d'un niveau de force mortel pour lutter contre la menace qu'elle représente semble, ma foi, tout à fait approprié au danger qu'elle représente.

Je crois qu'il y a encore malheureusement trop de gens qui sont complètement sans la moindre défense contre les agressions qui surviennent au quotidien. On nous répète sans arrêt que la violence est répréhensible et qu'il faut l'éviter à

tout prix, mais dans la réalité, cela nous laisse complètement vulnérables contre ceux qui n'ont aucun scrupule à utiliser la force contre autrui. Combien d'entre nous sauraient véritablement comment réagir face à une agression, armée ou non ? Combien connaissent véritablement des techniques d'auto-défense qui pourraient potentiellement leur sauver la peau face à un voleur, quelqu'un qui cherche à provoquer la bagarre ou même un pervers qui cherche à assouvir ses désirs et ses pulsions par la force ? Je sais que je maîtrise quelques unes de ces techniques, mais est-ce que, lorsque le temps sera venu, je saurai m'en servir, ou serai-je complètement paralysée par la terreur ? Honnêtement, je l'ignore, et j'espère ne jamais me retrouver dans une telle situation. Je pourrais aussi bien me transformer en furie noire et ça pourrait être très laid pour l'agresseur qui ne comprendra pas comment la situation aura pu tourner en sa défaveur. Cette perspective me traumatiserait probablement presque autant que celle de l'agression elle-même.

N'allez surtout pas croire que je blâme les victimes d'actes criminels de ne pas avoir su se défendre. Au contraire, je trouve qu'elles sont déjà assez accablées comme ça par les gens qui osent remettre en doute le fait qu'elles aient pu subir une agression ou, pire encore, qui insinuent qu'elles l'auraient cherché en envoyant des «signaux» qui auraient pu justifier leur agresseur d'être passé à l'acte ou toute autre bullshit du même genre. Blâmer les victimes, peu importe leur genre, ça fait partie intégrante de la culture du viol.

Le plus inconcevable, c'est lorsqu'une agression se produit en public devant témoin et que PERSONNE ne réagit pour porter secours à la victime, comme pour cette femme agressée dans le métro de Lille. Dans quel genre de monde apathique zombifié vit-on pour que les témoins ne daignent même pas prendre leur cellulaire pour alerter les autorités compétentes lorsqu'un acte criminel est en train de se commettre sous leurs yeux ? On ne parle même pas encore d'oser interve-

nir physiquement, non seulement par peur d'être agressé à son tour, mais aussi parce que la majorité des badoards ébahis laissent tous cette responsabilité aux autres de sorte que personne ne fait rien. C'est la déresponsabilisation des masses qui laisse le pire se produire sans rien faire pour ne serait-ce que tenter de l'empêcher.

Et pourtant, une seule intervention peut changer toute la donne. Intervenir en cas d'agression, c'est exactement comme offrir les premiers soins à quelqu'un qui vient de se blesser ou de subir un malaise : il faut qu'au moins une personne prenne l'initiative d'agir. Ce n'est pas à la portée de tout le monde, ce n'est pas nécessairement n'importe quel individu qui possède les compétences et le courage pour savoir quoi faire mais il suffit qu'il y en ait un ou une qui ait la présence d'esprit d'appeler les secours ou de commencer à donner des soins et/ou des consignes et ça peut sauver une vie d'un traumatisme grave ou même de la mort. Alors pourquoi n'enseigne-t-on pas l'auto-défense comme on enseigne les premiers soins ? C'est-à-dire dans le but précis de protéger la vie, évidemment !

Dans un monde où la majorité des gens sauraient se défendre depuis le plus jeune âge, les agresseurs y penseraient à deux fois avant de s'en prendre à une éventuelle victime, parce que les agresseurs s'attaquent surtout à des personnes vulnérables auxquelles ils peuvent imposer leur volonté par la force. Ceux qui étudient les arts martiaux dans un but d'auto-défense apprennent surtout à ne s'en servir qu'en dernier recours pour se protéger des personnes qui ne peuvent être rassurées par des mots. À partir d'un certain degré de maîtrise officielle, ils sont automatiquement fichés par les autorités et sont considérés armés même lorsqu'ils se battent à mains nues, ce qui incite doublement à faire preuve de prudence et à éviter d'utiliser la force sauf en cas d'extrême nécessité. On peut considérer que porter assistance à une personne qui subit une agression reste dans le domaine de la légitime défense tant que le continuum de force est respecté (c'est-à-dire utiliser le niveau de force correspondant à la menace représentée par l'agresseur).

Et maintenant, voici la consta-

tation la plus choquante. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué, mais je n'ai pas pu m'empêcher de noter que, pendant les manifestations du printemps 2012 qui tournaient à l'affrontement, les brutes en armures frappaient surtout les pacifistes et n'attrapaient pour ainsi dire presque jamais ceux qui leurs balançaient des roches. Ceux qui ont été blessés le plus gravement ne cherchaient aucunement la bagarre.

Je peux affirmer sans hésitation que des policiers ont violé à de multiples reprises le continuum de force sans le moindre scrupule en utilisant leurs armes et une force exagérée contre des gens qui ne représentaient aucune menace et qui n'avaient aucun moyen de se défendre contre cette agression. Parce que, oui, il faut appeler un chat, un chat et une agression, une agression. Ces policiers sont des agresseurs et ils ont fait honte à leur profession en utilisant la force et leurs armes contre des citoyens qui ne représentaient aucune menace pour leur intégrité physique dans la vaste majorité des cas. Ils ont commis un acte criminel et, malheureusement, comme la plupart des agresseurs, ils ne subiront pas les conséquences judiciaires ou disciplinaires de leurs actes. Pire encore, leur statut social les protège contre les recours en justice puisqu'en leur accord de base une crédibilité plus grande qu'à leurs victimes, même quand ils se parjurent !

Et le pire, c'est que se défendre contre une de leurs agressions peut valoir à la victime une accusation de voies de fait contre un agent de la paix ou d'avoir résisté à son arrestation. C'est le cas de Cecily McMillan, une militante d'Occupy New York qui vient d'être jugée coupable d'avoir donné un coup de coude à policier. Elle affirme ressentir un état de panique lorsqu'elle a senti qu'on lui agrippait un sein et ne pas avoir réalisé que c'était un policier qui se trouvait derrière elle. Elle n'avait pas l'intention de la blesser et se dit désolée de la tournure des événements. Ça n'a pas suffi à convaincre le jury qui l'a déclarée coupable : elle risque de passer 7 ans en prison parce qu'elle a refusé de plaider coupable. Les policiers ont le droit de nous frapper, de nous faire mal, de tripoter des zones intimes de notre anatomie sans la moindre conséquence dans la majorité des cas, mais gare à nous

s'il nous prenait l'envie ou l'instinct de nous défendre ou de résister.

Cette réalité est à vomir. J'ai arrêté d'aller manifester parce que je craignais trop pour mon intégrité physique. Aussi, parce que j'étais rendue beaucoup trop épuisée pour courir et éviter les matraques. Si une seule d'entre elles m'atteignait aux jambes ou aux côtes, je pouvais me retrouver incapable de travailler pendant des semaines, ce que je ne pouvais absolument pas me permettre financièrement. J'ai été traumatisée par ce qui est arrivé à plusieurs de mes camarades, par ce que j'ai vu de trop près à mon goût. Ma confiance envers la police a été réduite à néant et je me tiens aussi loin d'eux que possible. Pourtant, je n'ai rien à me reprocher.

Pourtant, je sais que ce ne sont pas nécessairement tous les policiers qui sont pourris jusqu'à la moelle, tout comme ce ne sont pas tous les hommes qui sont des agresseurs en puissance. Malheureusement, il y en a beaucoup trop pour qu'on passe le problème sous silence et qu'on le balaie sous le tapis. Tant qu'ils ne seront pas responsabilisés pour leurs actes, les agresseurs dans leurs rangs continueront de faire passer les policiers en général pour des brutes sans jugement critique et les hommes pour des prédateurs potentiels auprès de leurs victimes et des témoins qui les ont vus à l'œuvre. Je n'exclue pas qu'il y ait des femmes parmi les agresseurs, seulement, elles restent encore largement minoritaires en nombres. Tant que les agressions continueront d'être sans conséquences majeures pour la majorité de leurs auteurs, ce seront les victimes qui en porteront l'essentiel du fardeau et ceci est tout simplement inacceptable.

C'est le silence et l'indifférence apathique des masses qui permet à des crimes contre l'humanité de se produire. J'ai presque honte d'avoir cessé de prendre la rue ; je me sens faible, comme si la peur avait triomphé et que j'avais été vaincue. Malgré tout, rien ni personne ne parviendra à me faire taire ou cesser d'écrire. Ma plume est mon épée et elle est vachement acérée.

Bloc technique

Rédacteur en chef

EMMANUELLE CORNEAU-COULOMBE

Chef de pupitre
VACANT

Trésorier

PHILIPPE QUESNEL-MERCIER

Publiciste
VACANT

Éditorialiste

SÉBASTIEN MONTPETIT

Secrétaire général

VACANT

Secrétaire à l'externe
VACANT

Directeur aux affaires étudiantes
VACANT

Directeur photographie
VACANT

Directeur artistique
VACANT

Directeur de l'information
VACANT

Correctrice en chef
ELOISE LEDUC

Correction

Montage
PHILIPPE QUESNEL-MERCIER
EMMANUELLE CORNEAU-COULOMBE

Couverture

Le journal Le MotDit est le journal des étudiants du collège Édouard-Montpetit, créé en 1975 et publié grâce à une subvention fournie par l'Association générale des étudiants du collège Édouard-Montpetit. Il est distribué gratuitement toutes les deux semaines à l'intérieur du cégep.

Le Journal étudiant Le MotDit inc. est une corporation sans but lucratif fondée par les étudiants en 1977.

Ses bureaux sont situés au 945 chemin de Chambly, local F-045 (cafétéria), Longueuil, QC, J4H 3M6 Tel: (450) 679-2631, poste 2286 Fax : (450) 646-6329 Courriel : journal.etudiant.le.motdit@gmail.com

Les propos contenus dans chaque texte sont la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction, sauf pour ce qui est de l'éditorial.

Dépôt légal, Bibliothèque Nationale

Impression : Payette & Simms

Volume 40 #4 édition du 7 Mai 2014
1000 exemplaires

Prochaine date de tombée :

À l'année prochaine

Prochaine parution :

Réflexions de fin d'études

Sébastien Montpetit

Quoi écrire comme dernier éditorial dans le Motdit? Eh oui, mon passage ici aura été bref puisque j'ai «clenché» mon cégep en deux ans. Deux années qui auraient été un pur suicide si ce n'était de mon implication étudiante (quoique plutôt modérée) et de mes amis du secondaire. C'est nous la gang dans le centre sportif qui colle toujours deux ou trois tables parce qu'on est trop de monde. Au moins, on se tient et c'est ce qui nous a permis, pour la plupart, de compléter ces deux années sans trop de frustration.

Bon, j'ai l'air de chialer pas mal, mais, dans le fond, je n'ai pas détesté ça le cégep. Ça a été l'occasion de découvrir ce que c'est que de conjuguer études et travail à temps partiel. Parce qu'en secondaire 5, en raison de la lourdeur du projet personnel à l'École d'éducation internationale de McMasterville, je n'ai pas travaillé durant l'école. Le cégep m'a également offert ma première expérience de journalisme, d'assemblées générales et de membership dans un conseil administratif. Mais, surtout, mon parcours collégial m'a fait découvrir le domaine dans lequel je vais étudier soit l'économie. Honnêtement, je n'avais aucune idée de ce qu'était l'économie avant d'arriver à Édouard et je ne savais pas plus que la science économique est une discipline qui existe! Donc, sur tous

ces points, mon parcours collégial a été à la fois agréable et formateur.

Mais, évidemment, je ne peux pas écrire un éditorial digne du Motdit sans critiquer un peu quelque chose. Ce qui me dérange du cégep et du système scolaire québécois, c'est que le cégep, c'est inutile. Sauf pour ceux qui font des techniques, là je n'ai rien à dire. Je m'attaque plutôt aux DEC préuniversitaires, ce que j'ai fait d'ailleurs. Je trouve que l'on perd un temps précieux pour le marché du travail à se présenter à des cours qui ne nous serviront jamais à rien dans la vie. Prenons mon cas, par exemple. En tant que futur étudiant en économie, je peux aisément affirmer que les cours de sociologie, politique, géographie, histoire, psychologie, éducation physique, philosophie (dans une moindre mesure), cinéma et nutrition ne sont pas indispensables à ma formation. Certains là-dedans étaient vraiment intéressants, mais, du point de vue pratique, ils ne l'étaient pas tant que ça... Je peux donc dire, sans contradiction aucune, que la moitié de mes cours était de trop. Je sens que plusieurs vont bondir de leur siège, alors je les rassure en précisant que je ne néglige aucunement l'importance des connaissances générales dans ma vie. Mais, il reste que, si je veux faire de l'économie dans la vie, je n'ai pas besoin des cours énumérés plus haut. Comme la moitié des

cours que j'ai suivis m'apporte peu pour mes objectifs à long terme, une année de cégep pourrait être supprimée. Il serait ainsi possible d'imiter les autres provinces canadiennes et d'ajouter une année au secondaire plutôt que deux années de cégep.

Évidemment, ce n'est pas aussi simple. Il faut que l'année supplémentaire au secondaire serve réellement. Ce qui, selon moi, serait une bonne méthode pour éliminer les DEC préuniversitaires est l'instauration de vrais cours d'orientation au secondaire. Tsé des cours où l'on apprend concrètement ce que chaque emploi dissimule. Apprendre, par exemple, qu'est-ce que médecins, ça signifie aussi travailler de nuit, soutenir une immense charge de stress - le taux de suicide chez les médecins est d'ailleurs peu reluisant - et faire des heures de fou. Apprendre, par exemple, ce que c'est que de travailler dans l'industrie et de découvrir la foule de métiers qui y sont rattachés. Apprendre, par exemple, comment cela peut être à la fois risqué et stimulant que de démarrer sa propre entreprise. Apprendre, par exemple, toute la multitude d'emplois de l'innovation et des nouvelles technologies. Bref, avoir un portrait global et précis de la totalité des possibilités d'emplois.

Je pense que cette solution permettrait d'alléger le fardeau des étudiants sur plusieurs aspects. Premièrement, la grande majorité des étudiants prennent plus de deux ans pour compléter leur cégep, surtout en sciences humaines. Notre rédactrice en chef, par exemple, en

est à sa dixième année à Édouard! Disons que je n'aurais pas sa patience... Le problème, c'est que les entreprises vont bientôt souffrir de cruels manques de main-d'œuvre en raison du vieillissement de la population. On ne peut pas tous se permettre de prolonger nos parcours scolaires. Deuxièmement, le secondaire, ça ne coûte rien. On a eu suffisamment de débats au sujet des frais de scolarité de l'enseignement supérieur. Donc, si l'on peut réduire les coûts imposés aux étudiants avant qu'ils entrent à l'université, pourquoi ne pas le faire? Cela serait profitable pour tous. Troisièmement, même au cégep, on n'a pas eu de cours d'orientation convenables. On nous force à faire un choix pour l'université sans être bien informés sur ces choix. On doit faire toute la démarche par nous-mêmes. Les entreprises sont forcées de se rendre dans les établissements d'enseignements comme l'ENA pour se faire découvrir. Au lieu de cela, les cours d'orientation pourraient faire

intervenir des conférenciers dans leur programme. D'après moi, il n'y a aucun meilleur moyen pour apprendre quelque chose que d'être évalué sur ces connaissances. Avec des examens ciblés, les enseignants d'orientation nous forceraient à nous pencher concrètement sur la matière.

En conclusion, j'ai apprécié mon parcours collégial, mais je déplore le système d'éducation qui, au lieu de favoriser la réussite et de faire entrer rapidement des travailleurs sur le marché, emboîte les étudiants dans des programmes préuniversitaires trop longs et qui ne les motivent pas réellement.

Et pour finir, je suggère à tous les étudiants de s'informer sur les différentes associations étudiantes. Je suis certain que tout le monde peut en trouver une à son goût. Par exemple, c'est vraiment stimulant de s'impliquer dans un organisme étudiant à Édouard. En plus, il y a vraiment de tout : journal étudiant (bien sûr!), radio étudiante, Donjon, organismes musicaux, Comité d'Action politique (CAP), etc. Bonne chance à tous pour le reste de votre cheminement scolaire!



Deux ans plus tard...

Emmanuelle Corneau Coulombe

Le printemps 2012 a certainement eu son lot d'affrontements violents entre policiers et manifestants et, malgré l'incroyable chance qu'il n'y ait eu aucun mort parmi nos camarades, les blessés survivants, eux, portent encore dans certains cas les séquelles durables de leurs blessures.

Deux ans plus tard, malgré la Commission Ménard, rien n'a changé et il est toujours aussi risqué de participer à une manifestation et ce, exactement pour les mêmes raisons qu'en 2012. On pourrait même dire dans plus de cas que les policiers sont encore plus prompts qu'avant à étouffer les manifestations avant même qu'elles se mettent en marche en prenant tout le monde en souricière pour arrêter ce qui n'a même pas eu lieu.

Tout récemment, le 3 avril, vers la fin de la manifestation contre l'austérité, un homme de 71 ans a été brutalement poussé en bas de son vélo. Le premier mai, lors de la traditionnelle manifestation anticapitaliste de la journée des travailleurs, on a obtenu la deuxième place mondiale du nombre d'arrestations et le nombre de blessés n'était pas très reluisant non plus.

En solidarité avec ces victimes d'actes violents, le 7 mai 2014 aura lieu un rassemblement en soutien

bureaux de Loto Québec, à cause d'une grenade assourdissante, mais ne pourra pas malheureusement pas être présent, sera aussi lu pour l'occasion

Ce ne sont que quelquesunes des personnes qui ont été rudoyées pendant le Printemps 2012 et les années suivantes. Certaines blessures ont pu guérir avec le temps, mais d'autres laisseront des séquelles permanentes. Et c'est sans parler du traumatisme psychologique d'être agressé par ceux-là mêmes qui sont sensés garantir la sécurité lors des manifestations. Dans les faits, leurs interventions sont justement ce qui représente le danger le plus menaçant pour l'intégrité physique des citoyens en semant la panique et le chaos dans la foule.

Ce que je trouve le plus enragant dans toutes leurs bavures, c'est que non seulement ils n'admettront jamais que leurs interventions étaient tactiquement dangereuses pour la situation, mais qu'en plus ils aient pu oser prétendre que les manifestants blessés l'ait été par d'autres manifestants, malgré toutes les caméras pointées sur eux et les images publiées encore trouvables sur le web qui viennent prouver exactement le contraire : les manifestants ont plutôt été les premiers à intervenir pour porter secours aux blessés et certains «Black Blocs» étaient en fait des secouristes anonymes équipés de trousse de premiers soins qui se masquaient uniquement pour ne pas être incommodés par les gaz et autres irritants chimiques.

Les policiers sont sensés être des premiers répondants, mais à moins de quelques très rares exceptions, bonne chance pour obtenir d'un policier qu'il porte secours à un manifestant blessé ou même qu'il appelle une ambulance avec sa radio. À Victoriaville, ils bloquaient carrément l'accès aux ambulances. Sans la présence d'infirmiers diplômés, de pompiers volontaires et de paramédics bénévoles dans les rangs des manifestants, Maxence Valade ne serait peut-être plus là parmi nous pour livrer son témoignage. Quand je dis que nous sommes presque indécentement chanceux qu'il n'y ait pas eu de morts, c'est principalement à lui et aux autres victimes de Victoriaville que je fais référence.

Quand un de nos camarades est blessé et que chaque seconde compte, la croyance erronée selon laquelle la foule représente une menace pour les ambulanciers, ce qui justifierait supposément pourquoi les policiers ne les ont pas laissé passer ne tient absolument pas la route. On souhaite TOUJOURS que le camarade reçoive des soins au plus vite et je peux vous jurer que si quelqu'un passe en gueulant de laisser passer l'ambulance, les manifestants vont se tasser pour ouvrir un passage. Je l'ai vu de mes propres yeux. Mais à Victoriaville, la police s'est servie d'un passage ainsi formé pour faire une percée dans la foule en gazant vers les blessés et les secouristes qui s'en occupaient. Le plus spectaculaire, ça a été la réaction des manifestants qui ont formé une chaîne en scandant :

«On a un blessé ! On a un blessé !» pour protéger les secouristes et leur donner le temps de déplacer leurs blessés. Est-ce que c'est recommandé de déplacer des victimes ayant probablement un trauma crânien ? Que non ! C'est à éviter autant que possible. Est-ce qu'ils ont eu le choix ? Pas vraiment, la SQ continuait d'avancer malgré la chaîne humaine. Rester là aurait été encore plus dangereux, autant pour les blessés que pour eux-mêmes.

Se faire dire qu'un manifestant aurait été blessé par un autre manifestant alors que des vidéos et photos rendues publiques en plus d'autres preuves matérielles et témoignages démontrent au-delà de tout doute raisonnable que c'est dû à une attaque de la police, c'est franchement une insulte à l'intelligence. Cette impunité crasse et les prétextes fallacieux utilisés par les forces du désordre armées jusqu'aux dents pour semer le chaos dans les manifestations doivent cesser au plus vite. C'est un véritable danger public.

C'est rendu que des policiers s'élançant dans la foule pour battre des manifestants à coups de poings sans raison apparente. Ne venez pas me dire que c'étaient les manifestants qui étaient violents quand ce sont les policiers qui cherchent la bagarre à tout prix quitte à inventer un prétexte pour la provoquer..

RASSEMBLEMENT

en solidarité avec les
victimes de brutalité
policière

7 mai 2014
coin St-Catherine
et St-Urbain
18h



COBP

ASSE